

Bijlage

Paritair Comité
voor de bedienden uit de voedingsnijverheid

Collectieve arbeidsovereenkomst van 29 mei 1989

Wijziging van de statuten
van het « Waarborg- en Sociaal Fonds van de bedienden
van de groentenconservenijverheid »

Artikel 1. Artikel 13 van de statuten vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst van 19 juni 1978, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd « Waarborg- en Sociaal Fonds van de bedienden van de groentenconservenijverheid » en tot vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 juni 1979, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Vanaf 1 juli 1989, wordt er een bijdrage geheven van 0,50 pct. van de wedden aangegeven aan de sociale zekerheid bestemd voor het Instituut voor professionele vorming voor de bedienden van de voedingsnijverheid.

Vanaf 1 januari 1990 wordt deze bijdrage vastgesteld op 0,25 pct. per kwartaal. »

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 1989 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1990.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1990.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. VAN DEN BRANDE

Annexe

Commission paritaire
pour les employés de l'industrie alimentaire

Convention collective de travail du 29 mai 1989

Modification des statuts
du « Fonds social et de garantie des employés
de l'industrie des conserves de légumes »

Article 1er. L'article 13 des statuts institués par la convention collective de travail du 19 juin 1978, conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie alimentaire, instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds social et de garantie des employés de l'industrie des conserves de légumes » et en fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 13 juin 1979, est complétée par la disposition suivante :

« A partir du 1er juillet 1989, est perçue une cotisation de 0,50 p.c. des rémunérations déclarées à la sécurité sociale, destiné à l'Institut pour la formation professionnelle pour les employés de l'industrie alimentaire.

A partir du 1er janvier 1990 cette cotisation est fixée à 0,25 p.c. par trimestre. »

Art. 2. Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1er juillet 1989 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 1990.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 22 février 1990.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. VAN DEN BRANDE

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 603

15 DECEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif à l'agrément et à l'octroi des subventions aux services d'aide sociale aux justiciables

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 5, § 1er, 11;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des Actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 31 mars et 25 novembre 1988;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité de satisfaire au plus tôt aux besoins modifiés d'aide sociale aux justiciables compte tenu des réformes institutionnelles et d'actualiser les modalités d'agrément et d'octroi de subventions relatives aux services intéressés;

Vu l'avis de l'inspection des finances en date du 25 mai 1989.

Sur proposition du Ministre ayant l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale dans ses compétences et vu la délibération de l'Exécutif du 6 décembre 1989;

Arrêtons :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

Article 1er. § 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par services d'aide sociale aux justiciables les services :

1° qui s'acquittent principalement, seuls ou en collaboration avec d'autres organismes du secteur social, des missions sous-mentionnées, à l'exception de l'exécution des peines :

a) aide aux prévenus :

aide sociale et accompagnement psychologique aux personnes placées sous mandat d'arrêt ou qui risquent de faire l'objet d'une telle décision, ainsi qu'à leurs proches, et les activités visant à éviter ou à réduire cette privation de liberté;

- b) aide aux condamnés :
aide sociale et accompagnement psychologique aux personnes condamnées à une peine privative ou restrictive de liberté, ou ayant fait l'objet d'une mesure de défense sociale, ainsi qu'à leurs proches;
- c) aide aux détenus libérés :
aide sociale et accompagnement psychologique aux personnes mises en liberté à titre conditionnel, provisoire ou définitif, ainsi qu'à leurs proches.
- d) aide aux victimes :
aide sociale et accompagnement psychologique aux personnes victimes d'une infraction ou d'un fait qualifié d'infraction, ainsi qu'à leurs proches.
- 2° dont l'aide a été sollicitée ou acceptée par les personnes intéressées :
- § 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :
- 1° aide sociale : toute action, individuelle ou communautaire destinée à permettre une participation active à la vie sociale, économique, politique et culturelle conformément à la Déclaration universelle des droits de l'Homme, ainsi qu'une connaissance critique des réalités de la société notamment par le développement de capacités d'analyse, d'action et d'évaluation;
- 2° accompagnement psychologique : toute aide de nature psychologique destinée à soutenir une personne confrontée à des problèmes particuliers à l'exception d'un suivi clinique nécessité par des troubles psychiques.
- § 3. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :
- 1° le Ministre : le Ministre ayant l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale dans ses compétences;
- 2° l'administration compétente : les services relevant de la Direction générale des Affaires sociales;
- 3° le ressort : la province.

Art. 2. Sont exclus du champ d'application du présent arrêté, les services agréés et subventionnés en vertu d'autres réglementations prises dans le cadre des matières personnalisables, telles que visées à l'article 59bis, § 2bis, de la constitution et à l'article 5, § 1er, I et II, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi du 8 août 1988.

CHAPITRE II. — Conditions d'agrément

Art. 3. Le Ministre peut agréer le service qui satisfait, au sein de son ressort aux conditions suivantes :

- 1° accomplir en permanence les missions d'aide sociale aux justiciables définies à l'article 1er, § 1er;
- 2° coordonner l'aide sociale aux justiciables. A cet effet, le service devra :
- a) collaborer en permanence avec d'autres structures privées ou publiques d'aide sociale et psycho-sociale, telles notamment les services sociaux pénitentiaires, les centres publics d'aide sociale, les centres de formation professionnelle FOREM, les centres de service social, les organisations d'éducation permanente, les centres d'accueil pour adultes en difficulté, les services d'aide aux familles, les services juridiques, les services de santé mentale;
- b) participer aux activités et projets entrepris ou encouragés dans ce cadre par la Communauté française.
- 3° assurer, en collaboration avec les autres services d'aide sociale aux justiciables et le service social pénitentiaire, le suivi des personnes venant à changer de ressort;
- 4° fournir gratuitement les prestations d'aide aux personnes concernées,
- 5° assurer le bénéfice des prestations d'aide sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toutes autres opinions, d'origine nationale ou sociale, d'appartenance à une minorité nationale, de fortune, de naissance ou de toutes autres situations;
- 6° assurer le bénéfice des prestations d'aide sans immixtion dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance;
- 7° sensibiliser la population aux problèmes de l'aide sociale aux justiciables, et particulièrement ceux relatifs au système pénitentiaire;
- 8° être créé et organisé par une province, une ou plusieurs communes, un centre public d'aide sociale, un établissement d'utilité publique ou sous forme d'une association sans but lucratif;
- 9° avoir son siège en Communauté française;
- 10° répondre aux conditions en matière de catégorie d'agrément, telles que définies à l'article 4;
- 11° se soumettre aux mesures de contrôle telles que définies au chapitre VI;
- 12° disposer de locaux permettant au moins l'organisation d'un secrétariat administratif et de permanences d'accueil et de consultation.

Art. 4. § 1er. Les services sont agréés dans les catégories I, II, III et IV :

- 1° peut être agréé dans la catégorie I, un service travaillant dans un ressort dans lequel les problèmes d'aide sociale aux justiciables justifient la présence d'un tel service, tel que prévu à l'article 5, §§ 2 et 3;
- 2° peut être agréé dans les catégories II, III ou IV, un service de la catégorie I dont les activités doivent être entendues, tel que prévu à l'article 5, §§ 2, 3 et 4.

§ 2. Pour être agréé, le service satisfera aux conditions spécifiques suivantes :

- 1° pour l'agrément en catégorie I, employer au moins un travailleur social à temps plein, ou deux à mi-temps, qui :
- est porteur au moins d'un diplôme d'assistant social;
 - accomplit dans le cadre du service les missions d'aide sociale aux justiciables définies à l'article 1er, § 1er;
 - suit régulièrement une formation professionnelle ou participe à une supervision complémentaire avec un minimum de 30 heures par an;
- 2° pour l'agrément en catégorie II, employer au moins un travailleur social à temps plein et un à mi-temps ou 3 à mi-temps satisfaisant aux conditions exigées à l'article 4, § 2, 1°;
- 3° pour l'agrément en catégorie III, employer au moins :
- a) deux travailleurs sociaux à temps plein ou un travailleur social à temps plein et deux à mi-temps satisfaisant aux conditions exigées à l'article 4, § 2, 1°;
- b) un agent administratif à mi-temps chargé du secrétariat du service,

- 4^o pour l'agrément en catégorie IV, employer au moins :
- a) un professionnel à temps plein, ou deux à mi-temps, qui :
 - est porteur d'un diplôme universitaire en sciences criminologiques, sociales ou psychologiques,
 - accomplit dans le cadre du service des missions d'aide sociale aux justiciables définies à l'article 1er, § 1er;
 - b) deux travailleurs sociaux à temps plein ou un travailleur social à temps plein et deux à mi-temps satisfaisant aux conditions exigées à l'article 4, § 2, 1^o;
 - c) un agent administratif à mi-temps chargé du secrétariat du service.

CHAPITRE III. — Procédure d'agrément

Art. 5. § 1er. Le premier agrément est valable pour une période d'essai de 12 mois à compter de la date à laquelle il prend cours. Il est renouvelable par période de maximum 5 ans.

Une modification de catégorie d'agrément peut être sollicitée lors de chaque renouvellement d'agrément.

§ 2. Le service introduit sa demande d'agrément sous pli recommandé à la poste auprès de l'administration compétente.

Il y joint les pièces suivantes :

1^o une note établissant de manière circonstanciée les besoins constatés dans le ressort proposé par le service, compte tenu des structures existantes, de l'importance des différentes populations nécessitant l'aide et des initiatives émanant des pouvoirs administratifs et judiciaires locaux;

2^o une note exposant de manière circonstanciée la nécessité du service, le programme de ses objectifs, le type d'aide proposé, notamment pour ce qui est des missions définies à l'article 1er, § 1er, ainsi que la planification de l'action en vue de son exécution;

3^o les documents attestant qu'il a été satisfait aux conditions d'agrément telles que prévues au chapitre II.

§ 3. Le service sollicitant un renouvellement d'agrément introduit sa demande sous pli recommandé à la poste auprès de l'administration compétente, au plus tard trois mois avant la fin de son précédent agrément.

Il y joint les pièces reprises au § 2 en y spécifiant l'évolution de la situation et les changements intervenus dans son ressort au cours de la dernière période d'agrément.

§ 4. Le service sollicitant un reclassement dans une catégorie d'agrément supérieure doit en outre définir les projets réalisés jusqu'alors dans le domaine de l'aide sociale aux justiciables et justifier de manière circonstanciée la plus value espérée suite à ce reclassement, notamment par l'analyse des problèmes à traiter, des méthodes d'approche de ceux-ci et de l'efficacité de ces méthodes.

§ 5. L'administration compétente vérifie si la demande contient les informations visées §§ 2, 3 ou 4, et elle réclame le cas échéant les pièces manquantes.

Elle transmet le dossier complet avec son avis au Ministre dans les trois mois de la réception des pièces.

§ 6. Le Ministre statue sur la demande.

La décision motivée du refus ou la décision accordant l'agrément est notifiée au service dans les 6 mois à compter de la date d'envoi de la demande par le service.

En cas de refus d'agrément, le service ne peut introduire de nouvelle demande qu'un an au moins après que le refus lui ait été notifié.

§ 7. Lors de l'agrément des services, il est observé une répartition régionale basée sur les concentrations spécifiques de la problématique de l'aide sociale aux justiciables.

Lorsque la densité de la population ou la configuration géographique le requièrent, l'Exécutif peut agréer un ou plusieurs services supplémentaires dans le même ressort.

§ 8. L'arrêté d'agrément précise la catégorie d'agrément, la durée d'octroi de l'agrément et la date à laquelle l'agrément prend cours.

§ 9. Le service agréé porte l'appellation de « Service d'aide sociale aux justiciables de la province de », suivi du nom du chef lieu du ressort, éventuellement suivi d'un chiffre romain si plusieurs agréments ont été accordés dans un même ressort.

Art. 6. § 1er. L'agrément peut être retiré :

1^o lorsque le service ne répond plus aux conditions fixées par le présent arrêté,

2^o lorsque les renseignements fournis en exécution des articles 5 et 7 ont été falsifiés.

§ 2. Lorsque le Ministre entend retirer l'agrément, l'intention motivée est notifiée au service par lettre recommandée à la poste.

Le service dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date de réception de l'intention de retrait, pour transmettre au Ministre un mémoire en défense.

Le Ministre ne peut prendre une décision définitive de retrait qu'après expiration du délai précité de défense.

CHAPITRE IV. — Calcul et paiement des subventions

Art. 7. § 1er. Les services agréés peuvent être subventionnés, dans les limites des crédits budgétaires, pour leurs frais de personnel et de fonctionnement, selon la catégorie d'agrément.

§ 2. Les subventions énumérées aux articles 8 et 9 sont accordées par année civile à tout service qui :

1^o est agréé conformément aux dispositions des chapitres II et III du présent arrêté;

2^o satisfait aux conditions suivantes :

a) communiquer annuellement, avant fin février, à l'administration compétente, les documents mentionnés ci-après portant sur l'exercice écoulé, conformément aux instructions de l'administration compétente :

— un rapport d'activité qualitatif circonstancié portant sur l'exercice écoulé, contenant notamment une analyse des problèmes traités, les méthodes suivies en fonction des problèmes et des objectifs posés et une évaluation de ces méthodes quant à leur efficacité et leur impact,

— un rapport d'activité quantitatif,

— un état des recettes et des dépenses et un budget du service approuvés par les instances compétentes, indiquant les subventions octroyées par d'autres pouvoirs publics ou promises par eux,

— une copie des feuilles de salaire portant sur l'année écoulée, des personnes admissibles aux subventions et preuves des paiements des charges patronales;

b) ne pas recevoir des subventions pour les collaborateurs professionnels employés, si elles font double emploi;

c) communiquer sans délai et par écrit à l'administration compétente toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné du service;

d) se conformer aux règles relatives à la comptabilité arrêtées par l'administration compétente et approuvées par le Ministre;

e) se soumettre à la vérification par un fonctionnaire de l'administration compétente de la conformité des activités et de leur comptabilité, aux conditions mises à l'octroi des subventions.

Art. 8. § 1er. Il est octroyé aux services agréés, une subvention pour frais de personnel :

1° pour un assistant social à temps plein ou deux à mi-temps employés par un service de la catégorie I;

2° pour un assistant social à temps plein et un à mi-temps ou 3 à mi-temps employés par un service de catégorie II;

3° pour deux assistants sociaux à temps plein ou un à temps plein et deux à mi-temps et un administratif à mi-temps employés par un service de la catégorie III;

4° pour un universitaire à temps plein ou deux à mi-temps, deux assistants sociaux à temps plein ou un à temps plein et deux à mi-temps, et un administratif à mi-temps employés par un service de la catégorie IV.

§ 2. Les subventions octroyées pour frais de personnel sont fixées forfaitairement, toutes charges sociales comprises, à :

1° 350 000 francs pour un agent administratif (mi-temps);

2° 800 000 francs pour un assistant social à temps plein;

3° 1 040 000 francs pour un universitaire à temps plein.

Art. 9. Il est octroyé annuellement aux services agréés une subvention de fonctionnement fixée sur base du nombre d'activités spécifiques menées tel qu'il apparaît dans les documents prévus à l'article 7, § 2, 2° a).

Art. 10. En fonction des disponibilités budgétaires, le Ministre peut adapter chaque année le montant des subventions à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Tous les montants et dépenses sont liés à l'indice-pivot du mois de décembre 1989.

Art. 11. Il peut être accordé des subventions aux services agréés ou à des institutions qui se distinguent par leur action d'aide sociale aux détenus pour des projets particuliers qu'ils se proposent de réaliser dans le cadre de leurs missions, et qui relèvent des matières personnalisables visées à l'article 5, § 1er, II, 7° de la loi du 8 août de réformes institutionnelles.

L'octroi de subventions à ces projets fait l'objet d'une convention avec le Ministre.

La procédure de conclusion de cette convention est arrêtée par le Ministre.

Art. 12. § 1er. Il est accordé par trimestre, aux services agréés, des avances provisionnelles à concurrence de vingt pour cent au maximum sur le montant des subventions accordées pour l'année civile.

Les avances sont calculées sur base des subventions accordées au service l'année précédente.

Les avances sont versées dans le courant du trimestre auquel elles se rapportent.

Pour obtenir le paiement de ces avances, les services en font la demande à l'appui d'un formulaire préétabli par l'administration compétente.

§ 2. Les avances sont à valoir lors de la liquidation des subventions totales pour l'année civile.

Cette liquidation s'opère avant le 1er juin de l'année qui suit l'année civile ayant trait aux subventions.

Lorsqu'il s'avère, après vérifications, que des subventions non dues ont été acquittées, ces montants peuvent être déduits des avances ou soldes auxquels le service a droit.

CHAPITRE V. — *Bénévoles*

Art. 13. Les services agréés peuvent faire appel au concours de collaborateurs bénévoles pour l'accomplissement d'une ou plusieurs missions visées à l'article 1er, § 1er.

Art. 14. Les collaborateurs bénévoles doivent :

1° justifier de leur compétence, par leur formation professionnelle ou leur expérience, dans le domaine de l'aide sociale;

2° prêter chacun en moyenne au moins deux heures par semaine;

3° être encadrés par le personnel professionnel du service.

Art. 15. Les candidatures des collaborateurs bénévoles sont introduites, pour accord, auprès du Ministre.

Le Ministre recueille l'avis de la Commission consultative de l'aide sociale aux justiciables.

CHAPITRE VI. — *Contrôle*

Art. 16. Les fonctionnaires de l'administration compétente veillent à l'application des dispositions du présent arrêté.

Ils vérifient particulièrement la conformité des activités et de la comptabilité des services agréés aux conditions mises à l'octroi des subventions.

Ils ont libre accès aux locaux des services agréés et ont le droit de se faire remettre pour consultation, sans déplacement, tous les documents et pièces administratifs nécessaires à l'exécution de leur fonction.

CHAPITRE VII. — *Commission consultative de l'aide sociale aux justiciables*

Art. 17. § 1er. Il est créé une Commission consultative de l'aide sociale aux justiciables.

§ 2. La Commission se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du Ministre, de l'administration compétente ou de son Président.

§ 3. La Commission a pour mission :

1° d'assurer les contacts nécessaires à une collaboration efficace entre les services d'aide sociale aux justiciables agréés, l'administration compétente et le Ministre, et, le cas échéant, les services sociaux pénitentiaires;

2° de remettre à la demande du Ministre un avis sur tout problème qui concerne l'aide sociale aux justiciables;

3° de soumettre au Ministre toute proposition jugée utile qui concerne l'aide sociale aux justiciables.

Art. 18. § 1er. La Commission est composée :

1° d'un représentant du Ministre;

2° d'un représentant des pouvoirs organisateurs de chaque service d'aide sociale aux justiciables agréé, désigné par l'Exécutif sur proposition de ces pouvoirs organisateurs pour un terme renouvelable de 4 ans;

- 3° d'un représentant de chaque organisation syndicale représentative désigné par l'Exécutif sur proposition de ces organisations pour un terme renouvelable de 4 ans;
- 4° d'un représentant de l'administration compétente désigné par l'Exécutif, qui en assure le secrétariat;
- 5° d'un représentant de l'administration pénitentiaire désigné par le Ministre de la Justice;
- 6° d'une ou plusieurs personnes, avec un maximum de 4 choisies en raison de leurs compétences particulières dans le secteur de l'aide sociale aux justiciables et désignées par l'Exécutif pour un terme renouvelable de 4 ans.
- § 2. Les membres repris aux points 1°, 4° et 5° du paragraphe précédent siègent avec voix consultative.
- § 3. Le Président et le Vice-Président sont désignés par le Ministre.

CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires et abrogatoires

Art. 19. Sont abrogés pour ce qui concerne la Communauté française :

1° l'arrêté royal du 3 juillet 1970, déterminant les conditions d'admission aux subventions de l'Etat des organismes de réadaptation sociale pour délinquants adultes et handicapés sociaux et d'institutions d'assistance morale de ces délinquants et handicapés;

2° l'arrêté royal du 12 novembre 1970 relatif à la subvention de consultations de santé mentale et des centres médico-sociaux pour alcooliques.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur à partir du 1er janvier 1990.

Art. 21. Le Ministre qui à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 décembre 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 603

15 DECEMBER 1989. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor forensische welzijnszorg

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 5, § 1, II;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 31 maart en 25 november 1988;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om aan de gewijzigde behoeften inzake de forensische welzijnszorg tegemoet te komen, rekening houdend met de hervorming der instellingen, en om de erkenning en subsidiëring van de betrokken diensten te actualiseren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 25 mei 1989;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de sociale hulpverlening aan gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie behoort, en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 6 december 1989 genomen beslissing,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen*

Art. 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder diensten voor forensische welzijnszorg, diensten :

1° die, alleen of in samenwerking met andere instellingen van de sociale sector, de volgende opdrachten, met uitzondering van de uitvoering van strafrechtelijke beslissingen, vervullen :

a) hulpverlening aan beklaagden :

sociale hulpverlening aan en psychologische begeleiding van personen tegen wie een bevel tot aanhouding is uitgevaardigd of ten aanzien van wie het risico bestaat dat zo'n beslissing wordt getroffen, alsook hun naastbestaanden, en de activiteiten ter voorkoming of vermindering van deze vrijheidsberoving;

b) hulpverlening aan veroordeelden :

sociale hulpverlening aan en psychologische begeleiding van personen die veroordeeld zijn tot straffen waarbij ze van hun vrijheid werden beroofd of in hun vrijheid werden beperkt, of tegen wie een maatregel tot bescherming van de maatschappij werd getroffen, alsook hun naastbestaanden;

c) hulpverlening aan in vrijheid gestelde gedetineerden :

sociale hulpverlening aan en psychologische begeleiding van personen die voorwaardelijk, voorlopig of definitief in vrijheid werden gesteld, alsook hun naastbestaanden;

d) hulpverlening aan slachtoffers :
sociale hulpverlening aan en psychologische begeleiding van personen die het slachtoffer werden van een misdrijf of van een als misdrijf omschreven feit, alsook hun naastbestaanden.

2° waarvan de hulp door de betrokken personen werd gevraagd of aanvaard.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° sociale hulpverlening : elke actie, van het individu of de gemeenschap, die tot doel heeft een actieve deelneming aan het sociale, economische, politieke en culturele leven mogelijk te maken, overeenkomstig de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, alsook een kritische kennis van wat de maatschappij is, inzonderheid door de ontwikkeling van de vermogens tot analyse, actie en evaluatie;

2° psychologische begeleiding : elke hulp van psychologische aard die tot doel heeft een persoon die met bijzondere problemen geconfronteerd is, te ondersteunen, met uitzondering van een klinische begeleiding die door psychische stoornissen vereist is;

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de sociale hulpverlening aan gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie behoort;

2° de bevoegde administratie : de diensten die onder de Algemene Directie van Sociale Zaken ressorteren;

3° het gebied : de provincie.

Art. 2. Van het toepassingsgebied van dit besluit worden uitgesloten, de diensten die erkend en betoelaagd worden krachtens andere reglementeringen getroffen in het kader van de persoonsgebonden aangelegenheden zoals bedoeld in artikel 59bis, § 2bis, van de Grondwet, en in artikel 5, § 1, I en II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988.

HOOFDSTUK II. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 3. De Minister kan de dienst erkennen die, binnen zijn gebied, aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° blijvend de in artikel 1, § 1 omschreven opdrachten van forensische welzijnszorg vervullen;

2° de forensische welzijnszorg coördineren.

Daartoe moet de dienst :

a) permanent samenwerken met andere private of openbare voorzieningen voor maatschappelijke en psychosociale hulpverlening, zoals inzonderheid de penitentiaire sociale diensten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de centra voor beroepsopleiding van de FOREM, de centra voor maatschappelijk werk, de organisaties voor permanente opvoeding, de opvangcentra voor volwassenen in een probleemsituatie, de diensten voor gezinshulp, de juridische diensten, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

b) meewerken aan de activiteiten en projecten die met dat doel door de Franse Gemeenschap worden ondernomen of bevorderd.

3° in samenwerking met de andere diensten voor forensische welzijnszorg en de penitentiaire sociale dienst, de personen die van gebied veranderen, begeleiden;

4° gratis hulp verlenen aan de betrokken personen;

5° bij de hulpverlening, geen enkel onderscheid maken, inzonderheid betreffende het ras, de kleur, het geslacht, de taal, de godsdienst, de politieke mening of elke ander mening, de nationaliteit, de sociale stand, het behoren tot een nationale minderheid, het vermogen, de geboorte of alle andere situaties;

6° hulp verlenen zonder inmenging in het privé-leven, het gezin, de woonplaats of de briefwisseling;

7° de bevolking sensibiliseren voor de problematiek van de forensische welzijnszorg, inzonderheid die met betrekking tot het penitentiair stelsel;

8° opgericht zijn en georganiseerd worden door een provincie, één of meer gemeenten, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een instelling van openbaar nut of in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;

9° zijn zetel in de Franse Gemeenschap hebben;

10° voldoen aan de in artikel 4 omschreven voorwaarden inzake erkenningscategorie;

11° zich onderwerpen aan de in hoofdstuk VI omschreven controlemaatregelen;

12° beschikken over lokalen die ten minste de organisatie van een administratief secretariaat en van een permanent onthaal en een permanente consultatie mogelijk maken.

Art. 4. § 1. De diensten worden erkend in de categorieën I, II, III en IV :

1° in de categorie I kan worden erkend, een dienst die werkzaam is in een gebiedsomschrijving waarbinnen de problematiek van de forensische welzijnszorg zich als dusdanig stelt, dat de noodzaak van de aanwezigheid van de dienst kan worden aangetoond zoals nader bepaald in artikel 5, §§ 2 en 3;

2° in de categorieën II, III of IV kan worden erkend, een dienst van de categorie I waarvan het noozakelijk is de werkzaamheden uit te breiden zoals nader bepaald in artikel 5, §§ 2, 3 en 4.

§ 2. Om erkend te worden, moet de dienst aan de volgende specifieke voorwaarden voldoen :

1° voor de erkenning in categorie I, ten minste één maatschappelijk werker in voltijds dienstverband, of twee in halftijds dienstverband, tewerkstellen die :

- houder is van ten minste een diploma van maatschappelijk assistent;
- zich in het kader van de dienst bezighoudt met de in artikel 1, § 1, omschreven opdrachten van forensische welzijnszorg;
- regelmatig deelneemt aan bijkomende beroepsopleiding of supervisie met een minimum van 30 uur per jaar.

2° voor de erkenning in categorie II, ten minste één maatschappelijk werker in voltijds dienstverband en één in halftijds dienstverband of 3 in halftijds dienstverband die de in artikel 4, § 2, 1°, vereiste voorwaarden vervullen;

3° voor de erkenning in categorie III, ten minste :

a) twee maatschappelijke werkers in voltijds dienstverband of één maatschappelijk werker in voltijds dienstverband en twee in halftijds dienstverband, die de in artikel 4, § 2, 1°, vereiste voorwaarden vervullen;

b) een bestuursambtenaar in halftijds dienstverband, belast met het secretariaat van de dienst.

- 4° voor de erkenning in categorie IV, ten minste :
- a) één beroepskracht in voltijds dienstverband, of twee in halftijds dienstverband, die :
 - houder is van een universitair diploma in criminologische, sociale of psychologische wetenschappen;
 - zich in het kader van de dienst bezighoudt met de in artikel 1, § 1 omschreven opdrachten van forensische welzijnszorg;
 - b) twee maatschappelijke werkers in voltijds dienstverband of één maatschappelijk werker in voltijds dienstverband en twee in halftijds dienstverband, die de in artikel 4, § 2, 1° vereiste voorwaarden vervullen;
 - c) een bestuursambtenaar in halftijds dienstverband, belast met het secretariaat van de dienst.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsprocedure*

Art. 5. § 1. De eerste erkenning is geldig voor een proefperiode van 12 maanden, te rekenen vanaf de datum waarop ze ingaat. Ze kan telkens voor een periode van maximum 5 jaar worden verlengd. Een wijziging in erkenningscategorie kan bij elke vernieuwing van de erkenning worden aangevraagd.

§ 2. De dienst dient zijn aanvraag om erkenning bij ter post aangetekend schrijven bij de bevoegde administratie in.

Hij voegt er de volgende stukken bij :

1° een omstandige nota die de behoeften aantoont die worden vastgesteld in het door de dienst voorgesteld gebied, rekening houdend met de bestaande voorzieningen, met het cijfer van de verschillende bevolkingsgroepen die hulp nodig hebben en met de initiatieven van de plaatselijke administratieve en rechterlijke overheden;

2° een nota waarin op uitvoerige wijze de noodzaak van de dienst wordt aangetoond en waarin zijn doelstellingsprogramma, het voorgestelde hulptype, inzonderheid wat de in artikel 1, § 1 omschreven opdrachten betreft, alsmede de actieplanning om die te verwezenlijken, worden toegelicht;

3° de documenten waaruit blijkt dat aan de in hoofdstuk II bedoelde erkenningsvoorwaarden voldaan is.

§ 3. De dienst die een verlenging van de erkenning aanvraagt, dient zijn aanvraag bij ter post aangetekend schrijven bij de bevoegde administratie in, uiterlijk drie maanden vóór het einde van zijn vorige erkenning.

Hij voegt er de in § 2 omschreven stukken bij en beschrijft de evolutie van de situatie alsook de wijzigingen die in zijn gebied tijdens de laatste erkenningsperiode zijn ingetreden.

§ 4. De dienst die een verhoging van erkenningscategorie vraagt, dient daarenboven aan te tonen, wat hij tot dan toe heeft gerealiseerd op het vlak van de forensische welzijnszorg, en op uitvoerige wijze te beschrijven welke meerwaarde middels die nieuwe rangschikking tot stand gebracht kan worden, inzonderheid door een analyse te maken van de te behandelen problemen, de voorgenomen methoden van probleembenadering en de doelgerichtheid van deze methoden.

§ 5. De bevoegde administratie onderzoekt of de aanvraag de in de §§ 2, 3 of 4 bedoelde inlichtingen bevat, en vraagt in voorkomend geval de ontbrekende stukken.

Ze zendt het volledige dossier met haar advies aan de Minister over binnen de drie maanden na de ontvangst van de stukken.

§ 6. De Minister doet uitspraak over de aanvraag.

Van de met redenen omklede beslissing tot weigering of van de beslissing tot toekenning van de erkenning, wordt kennis gegeven aan de dienst binnen 6 maanden, te rekenen vanaf de datum van verzending van de aanvraag door de dienst.

In geval van weigering van de erkenning, mag de dienst een nieuwe aanvraag slechts ten minste één jaar na de hem betekende weigering, indienen.

§ 7. Bij de erkenning van de diensten wordt een regionale spreiding in acht genomen, waarbij rekening wordt gehouden met de specifieke concentraties van de problematiek van de forensische welzijnszorg.

Wanneer de bevolkingsdichtheid of de geografische configuratie dit vereisen, kan de Executieve één of meer bijkomende diensten binnen dezelfde gebiedsomschrijving erkennen.

§ 8. Het erkenningsbesluit bepaalt de erkenningscategorie, de duur van de toekenning van de erkenning en de datum waarop de erkenning ingaat.

§ 9. De erkende dienst draagt de benaming « Dienst voor forensische welzijnszorg van de provincie ... », gevolgd door de naam van de hoofdplaats van het gebied, eventueel gevolgd door een Romeins cijfer indien verschillende erkenningen in een zelfde gebied toegekend zijn.

Art. 6. § 1. De erkenning kan worden ingetrokken :

§ 1. De erkenning kan worden ingetrokken :

1° wanneer de dienst niet meer beantwoordt aan de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden;

2° wanneer de in uitvoering van de artikelen 5 en 7 geleverde inlichtingen werden vervalst.

§ 2. Wanneer de Minister zich voornemt om de erkenning in te trekken, wordt het met redenen omklede voor nemen bij ter post aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de dienst.

De dienst beschikt over een termijn van 30 dagen, ingaande op de dag na de ontvangst van het voornemen tot intrekking, om een verweerschrift aan de Minister over te leggen.

De Minister kan alleen een definitieve beslissing tot intrekking nemen na het verstrijken van voormelde termijn van verweer.

HOOFDSTUK IV. — *Berekening en uitkering van de toelagen*

Art. 7. § 1. Aan de erkende diensten kunnen, binnen de perken van de begrotingskredieten, toelagen worden toegekend voor hun personeels- en werkingskosten, naargelang van de erkenningscategorie.

§ 2. De in de artikelen 8 en 9 opgesomde toelagen worden per kalenderjaar toegekend aan elke dienst die :

1° erkend is overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken II en III van dit besluit;

2° aan de volgende voorwaarden voldoet :

a) jaarlijks vóór eind februari aan de bevoegde administratie de volgende bescheiden over het voorbije werkingsjaar mededelen, overeenkomstig de richtlijnen van de bevoegde administratie :

— een omstandig kwalitatief verslag over de activiteiten van het voorbije werkingsjaar, houdende in het bijzonder een analyse van de behandelde problemen, de methoden die naargelang van de problemen en de gestelde doeleinden worden gevolgd, en een evaluatie van deze methoden naar hun doelgerichtheid en effect;

- een kwantitatief activiteitenverslag;
 - een staat van ontvangsten en uitgaven en een begroting van de dienst die door de bevoegde organen zijn goedgekeurd, en waarin de toelagen worden vermeld die van andere openbare besturen werden ontvangen of worden verwacht;
 - een afschrift van de loonfiches over het voorbije jaar van de personen in hoofde waarvan een toelage kan worden toegekend, en stukken tot bewijs van de betaling van de werkgeverslasten;
- b) voor de tewerkgestelde beroepskrachten geen toelagen krijgen die een dubbele betoelaging voor gevolg hebben;
- c) alle wijzigingen in de statuten en in de samenstelling van het personeel van de dienst dat toelagen krijgt, onmiddellijk schriftelijk ter kennis brengen van de bevoegde administratie;
- d) de regelen betreffende de boekhouding in acht nemen, zoals ze door de bevoegde administratie worden bepaald en door de Minister worden goedgekeurd;
- e) aanvaarden dat een ambtenaar van de bevoegde administratie naziet of de activiteiten en de boekhouding met betrekking tot deze, beantwoorden aan de voorwaarden inzake toekenning van de toelagen.

Art. 8. § 1. Er wordt aan de erkende diensten een toelage voor personeelskosten toegekend :

- 1° voor één voltijdse maatschappelijk assistent of twee halftijdse maatschappelijke assistenten, door een dienst van categorie I tewerkgesteld;
- 2° voor één voltijdse maatschappelijk assistent en één halftijdse of 3 halftijdse, door een dienst van categorie II tewerkgesteld;
- 3° voor twee voltijdse maatschappelijke assistenten of één voltijdse en twee halftijdse en één halftijdse bestuursambtenaar, door een dienst van categorie III tewerkgesteld;
- 4° voor één voltijdse of twee halftijdse personen, houder van een universitair diploma, twee voltijdse maatschappelijke assistenten of één voltijdse en twee halftijdse, en één halftijdse bestuursambtenaren, door een dienst van categorie IV tewerkgesteld.

§ 2. De voor personeelskosten toegekende toelagen worden forfaitair, alle sociale lasten inbegrepen, vastgesteld op:

- 1° 350 000 frank voor een (halftijdse) bestuursambtenaar;
- 2° 800 000 frank voor een voltijdse maatschappelijk assistent;
- 3° 1 040 000 frank voor een voltijdse persoon, houder van een universitair diploma.

Art. 9. Er wordt jaarlijks aan de erkende diensten een werkingstoelage toegekend, vastgesteld op grond van het aantal verrichte specifieke activiteiten zoals blijkt uit de bescheiden bedoeld in artikel 7, § 2, 2°, a).

Art. 10. Naargelang van de beschikbare begrotingsmiddelen, kan de Minister elk jaar het bedrag van de toelagen aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen aanpassen. Alle bedragen en uitgaven zijn aan de spilindex van de maand december 1989 gekoppeld.

Art. 11. Er kunnen toelagen worden toegekend aan de erkende diensten of aan instellingen die zich verdienstelijk maken door hun activiteiten op het vlak van de sociale hulpverlening aan gedetineerden, voor bijzonder projekten die ze van plan zijn te verwezenlijken in het kader van hun opdrachten en die behoren tot de persoonsgebonden aangelegenheden bepaald in artikel 5, § 1, II, 7° van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Voor de toekenning van toelagen voor die projekten wordt een overeenkomst met de Minister gesloten. De procedure voor het sluiten van die overeenkomst wordt door de Minister vastgesteld.

Art. 12. § 1. Aan de erkende diensten worden per trimester provisionele voorschotten toegestaan op het bedrag van de toelagen toegekend voor het kalenderjaar, ten belope van ten hoogste twintig procent.

De voorschotten worden berekend op grond van de toelagen die vorig jaar aan de dienst werden toegekend. De voorschotten worden betaald in de loop van het trimester waarop ze betrekking hebben.

Om voor die voorschotten in aanmerking te komen, moeten de diensten een aanvraag daartoe indienen door middel van een formulier dat door de bevoegde administratie vooraf wordt vastgesteld.

§ 2. De voorschotten moeten in mindering worden gebracht bij de uitbetaling van de totale toelagen voor het kalenderjaar. Deze uitbetaling gebeurt vóór 1 juni van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de toelagen betrekking hebben.

Wanneer na controle blijkt dat niet-verschuldigde toelagen werden uitbetaald kunnen deze bedragen in mindering worden gebracht van de voorschotten of saldi waarop de dienst aanspraak kan maken.

HOOFDSTUK V. — *Vrijwillige hulpverlening*

Art. 13. De erkende diensten kunnen een beroep doen op vrijwillige medewerkers voor het vervullen van één of meer van de in artikel 1, § 1 bedoelde opdrachten.

Art. 14. De vrijwillige medewerkers moeten :

- 1° hun bekwaamheid bewijzen, door hun beroepsopleiding of hun ervaring, op het gebied van de sociale hulpverlening;
- 2° elk gemiddeld ten minste twee uur per week presteren;
- 3° door het beroepspersoneel van de dienst worden bijgestaan.

Art. 15. De kandidaturen van de vrijwillige medewerkers worden, ter goedkeuring, aan de Minister voorgelegd.

De Minister wint het advies van de Adviescommissie voor forensische welzijnszorg in.

HOOFDSTUK IV. — *Controle*

Art. 16. De ambtenaren van de bevoegde administratie zorgen voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit.

Ze controleren inzonderheid of de activiteiten en de comptabiliteit van de erkende diensten voldoen aan de voorwaarden die voor de toekenning van de toelagen gesteld zijn.

Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van de erkende diensten en hebben het recht zich ter plaatse alle administratieve stukken en bescheiden die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun ambt ter raadpleging te laten overhandigen.

HOOFDSTUK VII. — *Adviescommissie voor forensische welzijnszorg*

Art. 17. § 1. Er wordt een Adviescommissie voor forensische welzijnszorg opgericht.

§ 2. De Commissie wordt ten minste één keer per trimester bijeengeroepen door toedoen van de Minister, de bevoegde administratie of haar voorzitter.

§ 3. De Commissie heeft als opdracht :

1° de contacten tot stand te brengen die noodzakelijk zijn voor een doeltreffende samenwerking tussen de erkende diensten voor forensische welzijnszorg, de bevoegde administratie en de Minister, en, in voorkomend geval, de penitentiaire sociale diensten;

2° op aanvraag van de Minister een advies uit te brengen over elk probleem in verband met forensische welzijnszorg;

3° aan de Minister elk voorstel voor te leggen dat als nuttig voor de forensische welzijnszorg wordt geacht.

Art. 18. § 1. De Commissie is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister;

2° een vertegenwoordiger van de inrichtende macht van elke erkende dienst voor forensische welzijnszorg, aangewezen door de Executieve op de voordracht van die inrichtende macht, voor een hernieuwbare termijn van vier jaar;

3° een vertegenwoordiger van elke representatieve vakbond, aangegeven door de Executieve op de voordracht van die vakbond, voor een hernieuwbare termijn van vier jaar;

4° een vertegenwoordiger van de bevoegde administratie, aangewezen door de Executieve, die er het secretariaat van waarneemt;

5° een vertegenwoordiger van de penitentiaire administratie, aangewezen door de Minister van Justitie;

6° één of meer personen, ten hoogste 4, gekozen wegens hun bijzondere bevoegdheid inzake forensische welzijnszorg en door de Executieve aangewezen voor één hernieuwbare termijn van vier jaar.

§ 2. De leden bedoeld in de punten 1°, 4° en 5° van de vorige paragraaf zetelen met raadgevende stem.

§ 3. De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Minister aangewezen.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en opheffingsbepalingen*

Art. 19. Voor de Franse Gemeenschap, worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 3 juli 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder reclasseringsinstellingen voor volwassenen delinquenten en sociaal gehandicapten en instellingen voor morele steunverlening aan de delinquenten en gehandicapten voor rijkstoelagen in aanmerking komen;

2° het koninklijk besluit van 12 november 1970 betreffende het verlenen van toelagen aan consultaties voor geestesgezondheid en aan medisch-sociale centra voor alcoholisten.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1990.

Art. 21. De Minister tot wiens bevoegdheid de sociale hulpverlening aan gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 december 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

F 90 — 604

28 DECEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant fixation du barème qui servira de base au calcul de la participation financière des parents dans les frais de séjour des enfants hébergés dans les crèches de jour et les pré-gardiennats agréés et subsidiés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance ainsi que dans les services de gardiennes d'enfants à domicile

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 1er juillet 1971, modifiant l'arrêté royal du 13 février 1970, fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des crèches de jour agréées par l'Œuvre nationale de l'Enfance, modifié par les arrêtés royaux du 5 mai 1971, du 14 octobre 1971, du 25 février 1975, du 14 mai 1976, du 25 septembre 1978 et du 15 juillet 1981 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 janvier 1988 fixant les conditions de l'intervention financière de la Communauté française dans les frais de fonctionnement des services de gardiens ou de gardiennes d'enfants à domicile;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 février 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le barème de la participation financière des parents à partir du 1er janvier 1990 dans les frais de séjour des enfants dans les institutions visées dans cet arrêté doit être fixé sans retard;